

International

IRAN : VERS UNE VICTOIRE DES CONSERVATEURS

Farid Vahid

12/03/2021

Après le changement d'administration à Washington et à quelques semaines de l'élection présidentielle en Iran, la reprise des négociations sur le nucléaire iranien demeure complexe et incertaine. Un *statu quo* pourrait grandement contribuer à la victoire des conservateurs en Iran, sans parler de son impact international. Farid Vahid, directeur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation, analyse cette situation et met en avant les possibles conséquences du retour des conservateurs à la présidence à Téhéran.

Avec la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle américaine et sa prise de fonctions le 20 janvier dernier, le gouvernement iranien espérait un retour rapide des États-Unis au JCPoA¹. Un tel acte de la part des Américains pourrait en effet conduire à une reprise économique en Iran, carte importante à jouer pour les réformistes iraniens lors de l'élection présidentielle qui aura lieu le 18 juin prochain. Hassan Rohani avait fait en effet le pari d'une prospérité économique à la suite de l'accord nucléaire de juillet 2015. L'élection de Donald Trump a sans surprise perturbé tous les plans de l'exécutif iranien. Si la campagne de « pression maximale » de l'administration Trump n'a abouti à aucun de ses objectifs (nouvel accord plus global avec l'Iran ou changement de régime), elle a cependant causé une grave crise économique qui touche durement la population iranienne, intensifiée par la crise sanitaire résultant de la propagation de la Covid-19 dans le pays. La vérité est qu'aujourd'hui, l'alliance des réformistes et des centristes iraniens n'a pas un bilan défendable à trois mois de l'élection présidentielle. Le mécontentement de la population est très préoccupant et une défiance de la population iranienne vis-à-vis de ses responsables politiques s'est installée. Cette situation favorise une victoire des conservateurs lors des prochaines élections.

Les prises de position et de parole des dernières semaines illustrent la complexité d'un retour de Washington à l'accord nucléaire. S'il est vrai que l'équipe diplomatique et de politique étrangère de Joe Biden connaît parfaitement bien le JCPoA, car ses membres ont eux-mêmes négocié l'accord, et qu'ils ont une position beaucoup moins dure vis-à-vis de Téhéran en comparaison avec l'ancienne administration, il est néanmoins clair qu'ils ne feront pas de cadeaux aux Iraniens et qu'ils essaieront de profiter de la situation actuelle pour obliger Téhéran à faire de nouvelles

concessions. Un pari risqué, car si les Iraniens étaient sensibles à cette logique, ils l'auraient déjà fait avec le prédécesseur de Joe Biden. Téhéran exige de son côté un retour complet de Washington au JCPOA avant de se mettre à son tour en conformité avec l'accord. Le 10 mars 2021, lors d'un appel téléphonique avec le Premier ministre britannique, Hassan Rohani a déclaré que « le gouvernement américain se dit intéressé par un retour au JCPOA mais n'a jusqu'à présent pris aucune mesure concrète en ce sens [...] ils n'ont pas négocié pour se retirer de l'accord, donc leur retour ne nécessite pas des négociations. ».

En réalité, les deux scénarios sont peu réalistes. Il est plus probable que les Iraniens et les Américains se mettent d'accord sur un mécanisme de retour progressif à l'accord ; une stratégie de mesure contre mesure. Le président iranien a récemment donné son accord sur ce principe. Javad Zarif, ministre des Affaires étrangères iranien, avait quant à lui demandé auparavant une médiation de l'Union européenne afin de faciliter cette démarche. C'est dans cette logique que les signataires européens de l'accord ont essayé de réunir Iraniens et Américains autour d'une même table, dans le cadre de négociations entre l'Iran et les pays du P5+1.

Mais pour deux raisons, cette démarche n'a pas abouti (pour le moment). Premièrement, les Iraniens exigent un premier pas fort de la part des Américains, montrant leur bonne volonté. Un accès de l'Iran à ses actifs bloqués dans certains pays comme la Corée du Sud ou l'Irak, ou encore un assouplissement des sanctions qui touchent les secteurs bancaire et pétrolier serait apprécié par Téhéran. Deuxièmement, la menace d'une condamnation au Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) plane sur l'Iran. En effet, les signataires européens du JCPOA avaient pris l'initiative d'une résolution condamnant l'Iran en raison de ses activités nucléaires. Rafael Grossi, directeur général de l'AIEA, s'est rendu en Iran le 20 février dernier, veille de la date qui avait été décidée par le Parlement iranien pour restreindre certaines inspections de l'AIEA. Un accord de trois mois a été trouvé lors de cette rencontre entre l'AIEA et les l'État iranien qui permet à l'Agence de poursuivre ses actions essentielles de vérification et de surveillance. Cet accord aurait été mis en danger en cas d'une condamnation de l'Iran au Conseil des gouverneurs de l'Agence. Les Européens ont donc *in extremis* renoncé à cette résolution. L'erreur stratégique des États-Unis est de croire que les Iraniens sont désespérés et que Téhéran acceptera n'importe quelle condition américaine dans le but d'un retour de Washington au JCPOA.

C'est dans ce contexte que les conservateurs iraniens préparent l'élection présidentielle de juin prochain. Le brigadier général Saeid Mohammad a démissionné cette semaine du commandement du Quartier général de la construction de Khatam al-Anbiya, la puissante institution des Gardiens de la révolution en charge de projets de développement et de construction. À la suite des sanctions américaines et du départ des entreprises étrangères, Khatam al-Anbiya joue un rôle important

dans de nombreux secteurs de l'économie iranienne, y compris le secteur pétrochimique. Saeid Mohammad représente le candidat idéal pour de nombreux conservateurs ; c'est un « jeune révolutionnaire » qui n'est pas touché comme d'autres figures du courant conservateur ou réformiste par des dossiers de corruption. Il est aujourd'hui clair que les Gardiens de la révolution souhaitent jouer un rôle plus important au sein de l'exécutif iranien. Ces derniers croient en une « économie de résistance », même s'ils n'excluent pas des négociations. Cette position est partagée par le Guide de la révolution, l'ayatollah Khamenei.

Les Gardiens voudront montrer qu'ils sont capables de mieux gouverner le pays que les réformistes et plus globalement que l'ensemble de la classe politique. Il est également important de comprendre qu'aujourd'hui la principale préoccupation des Iraniens est avant tout la crise économique. Le prochain gouvernement devra faire face à des taux de chômage et d'inflation particulièrement élevés. Seul un accord avec les États-Unis permettra au futur gouvernement de relancer l'économie du pays de manière significative. Les Gardiens et les conservateurs chercheront sans doute à gérer les tensions avec Washington s'ils arrivent au pouvoir. En revanche, une victoire des conservateurs à la prochaine élection présidentielle ne sera pas une bonne nouvelle pour les Occidentaux. Si le gouvernement iranien cherchera sans doute à conclure un accord sur le nucléaire avec les États-Unis, l'Iran se rapprochera de plus en plus de l'Est (Russie et Chine). Il sera également très difficile pour les États-Unis et les Européens d'ouvrir de nouvelles négociations avec les autorités iraniennes sur d'autres dossiers comme l'influence régionale de l'Iran. De plus, compte tenu de l'âge élevé du Guide, le prochain président iranien aura un rôle extrêmement important à jouer dans la gestion du pays lors de sa succession. Dans l'analyse de l'Iran et de sa politique étrangère, il est nécessaire de comprendre les institutions de l'État iranien. Le Guide de la révolution et les Gardiens ont une place essentielle au sein du circuit décisionnel iranien, et par Guide nous n'entendons pas seulement la personne de l'ayatollah Khamenei mais tout l'appareil lié à sa charge. Le gouvernement et le ministère des Affaires étrangères jouent également un rôle déterminant. Qui peut prétendre qu'il n'y ait pas eu de différences entre la politique étrangère de l'Iran d'Ahmadinejad et celle de Rohani ? En cas de divergence profonde entre le gouvernement et les autres centres de pouvoir, c'est alors le Guide qui tranche. Les récentes prises de position de l'ayatollah Khamenei montrent une volonté de sa part d'éviter plus de tensions avec les États-Unis. Il ne semble pas défavorable à des actions diplomatiques qui pourraient mener à la levée des sanctions américaines.

Dans la situation actuelle, une victoire d'un candidat réformiste est extrêmement peu probable, même s'il ne faut pas sous-estimer la complexité de la politique et de la société iranienne, et aussi de la campagne présidentielle en Iran. Une campagne qui est très courte (quelques semaines) et qui peut avoir un résultat surprenant. Il est envisageable que la situation évolue positivement sur le

dossier nucléaire iranien durant les prochaines semaines, mais un accord définitif et global avant l'élection iranienne entre les deux parties n'est pas très plausible. Certaines mesures seront prises par les États-Unis afin de convaincre Téhéran de freiner ses activités nucléaires, mais une levée complète des sanctions sera plus difficile et laborieuse en raison de la complexité des sanctions et des mesures prises par l'administration Trump. L'Iran a de son côté activé de manière plus intense son réseau dans la région, plus spécifiquement en Irak et au Yémen afin de convaincre les États-Unis de prendre des mesures concrètes dans l'optique d'un retour au JCPOA. Même si les Iraniens et les Américains se mettent d'accord dans les prochaines semaines sur un retour mutuel des deux parties au JCPOA, les quelques semaines qui restent avant l'élection iranienne ne permettront pas à la population iranienne de sentir les retombées économiques d'un tel accord. Il faudra donc observer attentivement dans les prochaines semaines l'évolution de la situation mais, pour le moment, tout laisse présager une victoire des conservateurs à l'élection qui vient.

1. Plan d'action global commun ou Accord sur le nucléaire signé le 14 juillet 2015 à Vienne entre l'Iran et les pays du P5+1 (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne).